



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2014
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Samaj Kalyan O. Unnayan Shangstha, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



Déclaration

D'après les rapports de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme implantées au Bangladesh, la violence à l'égard des femmes est en augmentation dans le pays. Quant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, elles ne s'améliorent pas. Il ressort de ces rapports qu'il y a eu une augmentation notable au cours des dernières années de la violence domestique, des violences liées à la dot, des viols, des attaques à l'acide, des *fatwas* illégales, des agressions sexuelles, des atteintes aux droits des femmes sans enfant et à la protection de ces droits, et du harcèlement.

Les données disponibles relatives à l'éducation, à la santé, à la nutrition, à l'eau, à l'assainissement et aux résultats économiques, compilées à partir de nombreuses études, montrent que, même dans les années 70, la condition de la femme au Bangladesh était considérablement inférieure à celle de l'homme. Les us et coutumes faisaient que les femmes restaient subordonnées aux hommes dans presque tous les aspects de leur vie. Une indépendance accrue était le privilège des plus riches ou la nécessité des très pauvres.

Des études ont révélé que près de 82 % des femmes vivaient dans des zones rurales et que la majorité de ces femmes rurales (environ 70 %) appartenaient à des ménages de petits exploitants agricoles, et de petits propriétaires ou à des ménages sans terre. Un grand nombre de ces femmes faisaient un travail manuel, à temps partiel ou comme saisonniers, généralement après les récoltes, pour une rémunération en nature ou un maigre salaire en espèces. Vingt pour cent des femmes rurales, appartenant principalement à des ménages pauvres, sans terre et marginalisés, vivaient d'emplois occasionnels, de glanage, de mendicité et d'autres sources ponctuelles de revenu. Leur revenu était généralement essentiel à la survie du ménage. Les 10 % de femmes restants vivaient dans des ménages appartenant aux catégories des professions libérales, du commerce ou de la grande propriété foncière, et ne travaillaient habituellement pas hors du foyer. La contribution économique des femmes était notable, mais elle ne faisait le plus souvent l'objet d'aucune reconnaissance de la part des familles ni de la société.

Dans l'ensemble du pays, la majorité des femmes restaient cantonnées à leurs rôles traditionnels, et elles bénéficiaient d'un accès restreint à l'éducation, aux soins de santé, aux marchés, aux activités productives et à l'administration locale. L'absence de perspectives contribuait à une situation entraînant un fort taux de fécondité, qui minait le bien-être des familles, participait à la malnutrition et au mauvais état de santé général des enfants, et mettait un frein aux objectifs nationaux de développement, notamment en matière d'éducation. Tant que l'accès des femmes aux soins de santé, à l'éducation et à la formation est resté limité, les perspectives de croissance de la productivité dans la population féminine sont demeurées faibles.

La situation évolue toutefois depuis les années 80. Les femmes bangladaises deviennent progressivement autonomes. Elles dénoncent les pratiques discriminatoires et commencent à revendiquer le droit de gagner leur vie. Aujourd'hui, à l'instar de toutes les femmes dans le monde, elles sont médecins, avocates, infirmières, enseignantes, chefs d'entreprise, pilotes, artistes, etc. Des millions de femmes travaillent actuellement dans les usines de prêt-à-porter et participent ainsi à l'activité économique du pays, à l'apport de devises étrangères, à

la réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, et à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la santé et de la nutrition.

Concernant l'éducation, le taux de scolarisation et les résultats des filles dans l'enseignement primaire et secondaire sont supérieurs à ceux des garçons. D'après la Banque mondiale, le ratio filles/garçons des inscriptions dans l'enseignement primaire et secondaire au Bangladesh (en pourcentage) s'élevait, selon les dernières données de 2011, à 109,64. Le ratio filles/garçons des inscriptions dans l'enseignement primaire et secondaire correspond au taux d'inscription des filles dans l'enseignement primaire et secondaire public et privé par rapport à celui des garçons.

Si les femmes n'avaient, dans le passé, pas le droit de voter, de s'exprimer et d'agir selon leur libre arbitre, le Bangladesh est désormais le seul pays du monde démocratique dont le Premier Ministre, le Président du Parlement, le chef de l'opposition et le Vice-Président du Parlement sont des femmes.

Bien que les femmes au Bangladesh jouent un rôle de plus en plus important aux niveaux local, national et international, la discrimination et la violence à l'égard des femmes sont toujours présentes. Comme dans les autres secteurs, les hommes dominent les échelons supérieurs de la fonction publique. Actuellement, seules cinq femmes occupent les fonctions de secrétaire dans les différents ministères sur un total de 69 secrétaires dans la fonction publique. Sur 293 sous-secrétaires, seules 24 sont des femmes, et celles-ci ne représentent que 110 des 923 secrétaires adjoints.

De nombreuses femmes des zones rurales reculées et de communautés marginalisées rencontrent encore des difficultés pour obtenir l'égalité de traitement tant dans leur famille que dans la société. Dans les régions telles que les zones côtières isolées, les *haors* (zones de basses plaines inondées), le Chittagong Hill Tract, les îles fluviales (chars) et les régions contrôlées par des extrémistes religieux et des groupes d'intérêt, la situation des femmes est défavorable. Quelle que soit leur religion ou leur caste, les femmes sont victimes de cruelles inégalités dans de nombreuses régions du Bangladesh. Les régions qui sont conservatrices sur le plan religieux et restreignent de façon stricte la mobilité des femmes portent préjudice à celles-ci sur le plan socioculturel. Les femmes vivant avec d'autres membres de leur famille sont particulièrement vulnérables; elles connaissent des discriminations du fait des pratiques culturelles et des systèmes patriarcaux, et l'exercice de leurs droits fondamentaux et leur accès aux services de base sont restreints. Du fait de l'engorgement des sols, particulièrement dans les régions côtières, les îles fluviales et les *haors*, les moyens de subsistance sont limités, ce qui contraint les hommes du foyer à migrer, alourdissant ainsi le fardeau qui repose sur les femmes. La traite des personnes est également un problème majeur dans les régions frontalières. Les inégalités salariales dans les régions reculées sont un facteur important de pauvreté pour les ménages dirigés par des femmes, celles-ci recevant approximativement la moitié du salaire quotidien d'un homme pour un travail égal. Le tissu social dans ces régions est à la fois un atout et un facteur de vulnérabilité. Les réseaux informels se révèlent essentiels dans les situations de crise. Les personnes entretiennent des réseaux afin de faire rempart à l'insécurité et à l'adversité.

Les droits et la protection des femmes sans enfant sont devenus des sujets de préoccupation au Bangladesh au cours des dernières années. Les problèmes surviennent lorsqu'une femme ne satisfait pas le désir de son mari de devenir le père d'un enfant tant attendu. Il est décourageant de constater que les femmes sans

enfant portent la responsabilité de l'impossibilité de concevoir d'un couple. Au cours de leur bouleversante vie de femmes sans enfant, elles doivent affronter un grand nombre de difficultés intolérables au niveau tant familial que social. Ce problème est longtemps resté vif dans la société, et il prend de l'ampleur à tous les niveaux, indépendamment de l'éducation et de la richesse. Les femmes sans enfant font face à de nombreuses difficultés sociales, économiques et psychologiques : instabilité du ménage, stigmatisation et violences, pression sociale et faible niveau de soutien. Les femmes rurales sans enfant sont durement méprisées par la société, car elles sont dévalorisées en tant que femmes du fait de leur incapacité à mettre un enfant au monde. Par conséquent, elles entretiennent des sentiments de culpabilité et d'échec personnel, perdent leur estime de soi, sont abandonnées par leur famille et isolées par la société, et s'appauvrissent.

Les femmes appartenant à des groupes ethniques ou religieux minoritaires subissent les pires discriminations fondées sur la caste ou l'origine ethnique. Elles portent le triple fardeau de leur caste, de leur classe et de leur sexe. Elles continuent de subir de plein fouet l'inégalité entre les sexes. Au lieu d'aller à l'école, les filles sont contraintes de travailler. Dès leur prime jeunesse, leurs droits fondamentaux sont bafoués. Elles sont discriminées à l'école. La pratique du mariage précoce prive les adolescentes de la possibilité de devenir des personnes autonomes et productives.

Du fait des carcans sociaux, de l'attitude des institutions et de la faible couverture médiatique, la majeure partie des violences sexistes est passée sous silence au Bangladesh. De nombreux cas d'atteinte aux droits fondamentaux des femmes sont réglés de façon informelle par les structures de pouvoir locales, qui ne protègent ni la dignité ni les droits des femmes. Les efforts entrepris pour lutter contre les violences sexistes au Bangladesh sont mis à mal par un enchevêtrement complexe de contraintes culturelles et de limitations de l'infrastructure sociale existante. La banalisation de la violence à l'égard des femmes dans la culture bangladaise signifie que les femmes ne connaissent pas leurs droits et, souvent, jugent la violence naturelle et la tolèrent comme étant la norme.

D'après plusieurs études et rapports, les principaux obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes au Bangladesh sont la pauvreté, l'absence de partage équitable des richesses, le nombre réduit de femmes qui entreprennent des études supérieures, les contraintes sociales, culturelles et religieuses, la faiblesse des institutions, la surpopulation et le manque d'enseignement des compétences nécessaires à la vie courante.